

Les missions attribuées par Ursula von der Leyen à la Commission – Partie 1

« Une économie au service des personnes »

				
Valdis Dombrovskis Parti populaire européen (PPE), Lettonie	Paolo Gentiloni Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D), Italie	Elisa Ferreira Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D), Portugal	Nicolas Schmit Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D), Luxembourg	Phil Hogan Parti populaire européen (PPE), Irlande
Vice-président exécutif	Commissaire chargé des Affaires économiques	Commissaire chargé de la Cohésion et des réformes	Commissaire à l'Emploi	Commissaire au Commerce
DG Services financiers (FISMA) Coordination de tous les commissaires en charge des Affaires économiques	DG Affaires économiques et financières (ECFIN) DG Fiscalité et Union douanière (TAXUD)	DG Politique régionale et urbaine (REGIO) DG Service d'appui aux réformes structurelles (SRS)	DG Emploi, affaires sociales et inclusion (EMPL)	DG Commerce (TRADE)

Le 16 juillet 2019, Ursula von der Leyen a été élue Présidente de la Commission européenne. Le 10 septembre 2019, elle a proposé les membres de sa Commission pour la prochaine législature 2019-2024, qui doivent être confirmés par le Parlement européen le 27 novembre 2019.

Le présent cepAdhoc évalue les missions centrales de la politique économique octroyées par Ursula von der Leyen à Valdis Dombrovskis, pressenti pour devenir vice-président exécutif, et aux commissaires qui lui sont affectés, Paolo Gentiloni, Elisa Ferreira, Nicolas Schmit et Phil Hogan, dans les domaines suivants : services financiers, politique économique et fiscale, économie, travail et affaires sociales, commerce.

Une économie au service des personnes

Le 16 juillet 2019, Ursula von der Leyen a été élue présidente de la Commission européenne. Le 10 septembre 2019, elle a proposé les membres de sa Commission pour la prochaine législature 2019-2024.




Frans Timmermans (Pays-Bas), Margrethe Vestager (Danemark) et Valdis Dombrovskis (Lettonie) sont pressentis pour occuper un rôle de premier plan au sein de la nouvelle Commission. Ils sont tous trois vice-présidents exécutifs et remplissent une double fonction. D'une part, ils sont chacun responsables d'un portefeuille élargi et coordonnent le travail des commissaires responsables de ce domaine. D'autre part, en tant que commissaires spécialisés, ils sont également responsables de leur propre domaine politique avec le soutien d'une direction générale de la Commission.

Outre les trois vice-présidents exécutifs, cinq autres membres de la Commission seront vice-présidents. Trois d'entre eux - Věra Jourová (République tchèque), Margaritis Schinas (Grèce) et Josep Borrell (Espagne) - dirigent également des groupes de commissaires.






La Commission doit encore être confirmée par le Parlement européen. Tout d'abord, les commissaires désignés ont été auditionnés. A la fin du mois de novembre, le Parlement procédera au vote d'investiture. Le 1er décembre, la Commission élue doit prendre ses fonctions.






Le présent cepAdhoc traite du thème « Une économie au service des hommes », dont Valdis Dombrovskis est en charge. Il est seul responsable des questions relatives aux marchés financiers et coordonne certaines parties du travail des commissaires N. Schmit, P. Gentiloni, P. Hogan et E. Ferreira.

Les missions



Services financiers	
Dombrovskis	Conclure les négociations sur le filet de sécurité pour le Fonds de résolution bancaire unique (SRF) . Le mécanisme européen de stabilité (MES) doit accorder des prêts au SRF si nécessaire.
	 cepEvaluation : Le filet de sécurité atténue les conséquences du lien étroit entre les banques et les États, mais non leurs causes. Les États membres de la zone euro doivent réduire leur propre risque d'insolvabilité en obligeant les banques à garantir leurs obligations d'État par des fonds propres (pour plus de détails, cf. ceplnput).
	Créer un système européen de garantie des dépôts .
	 cepEvaluation : En théorie, un système européen de garantie des dépôts peut améliorer la diversification des risques et renforcer la robustesse de la protection des dépôts. Toutefois, certaines conditions, rejetées jusqu'à présent par la Commission, doivent être remplies. Les contributions des banques au système de garantie des dépôts devraient être fondées sur le risque, les obligations souveraines devraient être garanties par des fonds propres et une responsabilité nationale devrait être assurée (voir également ceplnput , cepAnalyse et ceplnput).
	Accélérer l' union des marchés des capitaux , par exemple en simplifiant les investissements transfrontaliers et en améliorant la surveillance.
	 cepEvaluation : Une union des marchés de capitaux qui démantèle les obstacles aux mouvements transfrontaliers de capitaux est nécessaire. Les capitaux devraient toujours pouvoir circuler là où ils peuvent être utilisés le plus efficacement. En outre, le financement sur le marché des capitaux pourrait compenser la capacité de prêt limitée des banques des États membres dont le secteur bancaire est en difficulté.

	Élaborer une stratégie verte de financement qui oriente les investissements vers une économie climatiquement neutre et permette à l'industrie financière durable de croître.
	cepEvaluation : L'objectif premier de la réglementation des marchés financiers est d'assurer la stabilité financière. La réglementation doit donc toujours être fondée sur les risques et ne devrait pas se substituer à la politique environnementale ou climatique. Les risques climatiques liés à l'industrie financière peuvent être contrés par les règles existantes. Une définition européenne unique (taxonomie) de la « durabilité » ne devrait pas être obligatoire car il n'en existe pas une acception universelle (voir cepAnalyse).
	Élaborer une stratégie FinTech qui soutienne les nouvelles technologies numériques au sein du système financier.
	cepEvaluation : La réglementation des marchés financiers devrait garantir la stabilité financière et la protection des consommateurs sans entraver inutilement les modèles d'entreprise innovants. Des ajustements du cadre réglementaire pourraient s'avérer tout à fait nécessaires. Toutefois, elles ne doivent pas fausser la concurrence (voir cepAnalyse).
	Renforcer le rôle de l'euro en tant que « bien stratégique » de l'UE. L'euro sera de plus en plus utilisé dans le monde entier pour les paiements, comme monnaie de réserve et pour l'émission d'obligations.
	cepEvaluation : L'instabilité de la zone euro, les divergences de vues politiques sur les prochaines étapes de l'intégration au sein de la zone euro, la faible orientation de la zone euro sur les marchés des capitaux, la fragmentation des marchés des paiements de l'UE et l'absence de pénétration de la politique étrangère de l'UE rendent cet objectif irréaliste pour l'instant.
	Parvenir à une approche commune avec les États membres sur les cryptomonnaies afin d'en comprendre leurs possibilités et leurs risques.
	cepEvaluation : Les cryptomonnaies comportent d'opportunités que de risques liés à la protection des consommateurs et au blanchiment d'argent. Étant donné que les cryptomonnaies ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, il est judicieux de discuter d'une éventuelle réglementation au niveau de l'UE.
Coordination des politiques économiques et fiscales	
Gentiloni Dombrovskis	Intégrer les objectifs des Nations Unies en matière de développement durable dans le semestre européen .
	cepEvaluation : L'inclusion d'objectifs de durabilité dans le semestre européen n'est pas la bonne voie à suivre. L'objectif initial du semestre européen, qui consistait à coordonner les politiques économiques et fiscales des États membres dans l'intérêt de la stabilité, est de plus en plus relégué au second plan. Dès aujourd'hui, les aspects sociaux doivent être pris en compte dans le cadre du semestre européen. Y ajouter des objectifs compliquera encore une coordination déjà difficile.
Ferreira Dombrovskis	Encourager les réformes structurelles des États membres, notamment par la création d'un « instrument budgétaire pour la convergence et la compétitivité » dans la zone euro.
	cepEvaluation : Les réformes structurelles sont d'une importance capitale, en particulier pour la cohésion durable de la zone euro. L'« instrument budgétaire », qui récompense financièrement les réformes, peut y contribuer. Le risque existe toutefois que les États membres de la zone euro soient récompensés pour des réformes qu'ils auraient menées de toutes les façons ou qu'ils s'abstiennent de mener tant qu'il n'y a pas de contrepartie, par exemple lorsque les fonds de l'instrument sont épuisés (voir cepAnalyse).
Gentiloni Dombrovskis	Appliquer le pacte de stabilité et de croissance , en tirant parti de la flexibilité prévue par celui-ci.
	cepEvaluation : Ces dernières années, la Commission a interprété les règles du pacte de stabilité et de croissance de manière de plus en plus souple. Des pays de la zone euro comme l'Italie et la France ont ainsi pu éviter la réduction de la dette qui leur avait été effectivement prescrite. En raison de sa souplesse d'interprétation, le pacte ne limite pas la marge de manœuvre fiscale des États membres. Au contraire, des règles plus simples et moins flexibles sont nécessaires de toute urgence.

	<p>Renforcer la capacité de résistance des États membres aux chocs économiques en réduisant la dette publique et privée.</p>
	 <p>cepEvaluation : Ce qui met en danger la stabilité de l'ensemble de la zone euro, c'est en particulier le niveau élevé de la dette publique dans certains pays de la zone euro. Si les recettes fiscales de ces pays diminuent à la suite d'un choc économique, ces pays devront réduire immédiatement leurs dépenses afin d'échapper à l'insolvabilité. Cela augmente l'effet du choc. En raison des interdépendances étroites dans la zone euro, les autres pays de la zone euro en souffrent également. Une réduction du niveau élevé de la dette est donc indispensable.</p>
Gentiloni Schmit Dombrovskis	<p>Créer une réassurance chômage pour réduire la pression sur les finances publiques en cas de chocs économiques.</p>
	 <p>cepEvaluation : L'amortissement d'un choc peut durer un certain temps, en particulier dans les pays de la zone euro, car ces derniers ne disposent pas individuellement d'instruments de politique monétaire. En conséquence, les budgets publics des pays de la zone euro qui ont subi un choc, sont exposés à une pression plus forte que ceux qui ont leur propre monnaie. Toutefois, cela ne justifie pas l'introduction de la réassurance-chômage. Au contraire, les pays de la zone euro doivent avoir des budgets publics équilibrés et des niveaux d'endettement suffisamment bas pour pouvoir maintenir ou augmenter leurs dépenses sur une période plus longue, et ce sans devoir craindre l'insolvabilité. En outre, les pays de la zone euro devraient disposer de marchés du travail flexibles afin de mieux absorber les chocs (cf. cepAnalyse).</p>
Economie	
Dombrovskis	<p>Coordonner un plan d'investissement pour une Europe durable qui déblocuera 1 000 milliards d'euros d'investissements liés au climat au cours de la prochaine décennie. Des « parties » de la Banque européenne d'investissement (BEI) vont devenir la « banque climatique » de l'Europe. La moitié de ses financements sera consacrée aux investissements climatiques jusqu'en 2025.</p>
	 <p>cepEvaluation : La transition vers une économie faiblement émissive en carbone nécessite des investissements substantiels en recherche et développement. Toutefois, il conviendrait de miser principalement sur les investissements privés plutôt que sur les subventions. Non seulement de nombreux capitaux privés cherchent des moyens de maximiser les profits dans un environnement à taux d'intérêt bas. Mais le risque de défaillance de ces investissements ne devrait pas non plus être supporté par le contribuable. En raison du lien probable qu'il aura avec la future taxonomie de l'UE pour une activité économique durable, le plan d'investissement de l'UE menace de devenir un instrument que les États membres utiliseront au service de leurs intérêts en matière de politique industrielle. Les subventions publiques n'ont de sens que dans quelques cas individuels, tel que la recherche fondamentale (voir cepAnalyse).</p>
	<p>Créer des conditions de concurrence équitables dans le commerce avec les pays partenaires. Renforcer la compétitivité et l'autonomie stratégique de l'Europe dans les chaînes de création de valeur significatives.</p>
	 <p>cepEvaluation : Des règles du jeu équitables sont nécessaires pour faire en sorte que tous les pays participants bénéficient des accords de libre-échange. Ces dernières années ont montré que des pays - y compris les États-Unis - utilisent la politique commerciale pour faire pression sur leurs partenaires commerciaux. Pour ne pas faire l'objet de chantage, l'UE doit parler d'une seule voix davantage que par le passé. Un niveau élevé de compétitivité européenne permet de ne pas décrocher, en particulier dans les secteurs clés (« stratégiques »). Une politique industrielle dirigiste, en revanche, comporte le danger du protectionnisme.</p>
	<p>Élaborer des propositions pour assurer la résilience face aux sanctions extraterritoriales de la part de pays tiers.</p>
	 <p>cepEvaluation : L'effet extraterritorial des sanctions américaines est une expression de la force économique et militaire des États-Unis. Même un renforcement des capacités de l'UE - qui aurait du sens selon le domaine politique - ne changera probablement cela que dans certains cas isolés.</p>

Dombrovskis ¹	Élaborer une stratégie globale à long terme pour l'avenir industriel de l'Europe . La stratégie couvrira tous les aspects affectant l'industrie et sa compétitivité, de l'investissement aux commandes publiques en passant par le commerce, les compétences, l'innovation et le soutien aux petites et moyennes entreprises.
	 cepEvaluation : Une stratégie industrielle visant à accroître la compétitivité de l'industrie européenne relève fondamentalement du bon sens. Toutefois, elle ne doit en aucun cas avoir pour objectif la formation publique de champions nationaux européens, ce qui menace de restreindre la concurrence au sein de l'UE. L'attribution préférentielle de commandes publiques à des entreprises européennes en dépit de prix plus élevés affaiblit les incitations à la réforme dans ces entreprises et alourdit les budgets publics. L'argent des contribuables risque d'être gaspillé.
Travail et affaires sociales	
Schmit Dombrovskis	Promouvoir la mise en œuvre des 20 principes du pilier européen des droits sociaux, tels que l'égalité des chances et l'accès au marché du travail, des conditions de travail équitables et une protection sociale adéquate et durable.
	 cepEvaluation : L'alignement des prestations sociales dans le cadre du pilier européen des droits sociaux n'est pas judicieux, car les structures traditionnelles des systèmes sociaux et les préférences des citoyens des États membres sont très différentes. Les concepts qui améliorent la transférabilité des droits en matière de prestations sociales et de formation à l'échelle européenne peuvent, par contre, avoir des effets positifs sur l'emploi (voir cepAnalyse et ceplnput).
Schmit Dombrovskis	Introduire un salaire minimum européen pour garantir des salaires équitables.
	 cepEvaluation : L'intervention des États dans la formation des salaires peut conduire à ce que les salaires soient supérieurs à la productivité de certains salariés. Dans ce cas, le chômage augmentera. En particulier, la réglementation sur le salaire minimum menace de porter préjudice aux États membres les plus pauvres d'Europe du Sud et de l'Est parce que le niveau des salaires est un facteur de compétitivité essentiel pour eux dans de nombreux secteurs transfrontaliers (voir cepAnalyse).
	Améliorer les conditions de travail des travailleurs des plates-formes numériques.
	 cepEvaluation : Des conditions de travail transparentes et fiables augmentent la sécurité juridique des travailleurs des plate-formes numériques. Néanmoins, les règles doivent tenir compte des spécificités de la mobilité et de la flexibilité du travail en ligne et ne doivent pas créer de charges supplémentaires disproportionnées ni pour les travailleurs ni pour les employeurs de ces plates-formes. Par conséquent, avant toute action réglementaire, il est nécessaire de disposer d'informations complètes sur les spécificités de ce type d'emploi et sur son évolution future.
Commerce	
Hogan Dombrovskis	Promouvoir la réforme de l'Organisation mondiale du commerce et préconiser un régime commercial multilatéral fondé sur des règles.
	 cepEvaluation : Plus le nombre de pays qui s'accordent sur le libre-échange et adhèrent aux règles convenues est élevé, plus les effets positifs sur le niveau de prospérité seront importants. Les accords conclus dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce sont la voie à suivre, même si les chances de succès sont faibles.

¹ Valdis Dombrovskis et Margrethe Vestager mènent ce projet ensemble, avec la participation du Commissaire chargé du marché intérieur (voir aussi cepAdhoc « La nouvelle Commission européenne 2019-2024 - Une Europe équipée pour l'ère numérique »).

Hogan Dombrovskis	Élaborer des relations commerciales positives et équilibrées avec les États-Unis , au profit de l'UE comme des États-Unis. Intensifier les négociations avec la Chine sur un accord global d'investissement .
	 cepEvaluation : Les accords commerciaux entre l'UE, d'une part, et les États-Unis et la Chine, d'autre part, augmentent – quels que soient les effets de redistribution possibles - la prospérité économique globale dans les pays participants.
Hogan Dombrovskis	En coopération avec le nouveau responsable de l'application des accords commerciaux de l'UE, veiller à ce que les clauses « climat, environnement et conditions de travail » des accords commerciaux de l'UE avec les pays tiers y soient appliquées. Tolérance zéro pour le travail des enfants.
	 cepEvaluation : La politique commerciale de l'UE devrait aspirer à un commerce aussi libre que possible. L'inclusion d'objectifs non-commerciaux dans la politique commerciale peut être justifiée, mais elle ne doit pas être utilisée à des fins protectionnistes ou conduire à ce que des pays du tiers monde soient chassés du marché européen parce qu'ils ne sont plus compétitifs du fait des normes strictes imposées par l'UE et de leur faible productivité.